

question d'hommes et d'argent pour continuer la guerre et aussi à la question de prolonger le terme du présent Parlement pour permettre aux présents membres du cabinet de conserver le pouvoir ou leurs portefeuilles, et maintenir, pendant quelques mois de plus, dans leur présente position, les députés élus, en 1911, en opposition au gouvernement d'alors.

Je n'ai pas l'intention de faire un discours de partisan; mais l'on me permettra de mentionner certaines déclarations d'hommes publics qui siègent sur les bancs du trésor, et d'autres hommes qui occupent des sièges dans la Chambre des communes. Naturellement, la première question que chacun se pose, et qui m'a été posée bien des fois dans mon bureau d'affaires, dans la rue, dans les wagons de chemin de fer, et partout ailleurs, est celle-ci: "Qui est responsable de cette terrible guerre qui sévit aujourd'hui; de cette guerre qui a déjà coûté si cher en argent et en vies humaines?" Pas plus tard que le 15 du présent mois, je lisais dans un journal très important—bien que ce soit un organe tory—la "Gazette de Montréal"—sous le titre de "Position de M. Lavergne"—les lignes suivantes:

Le gouvernement de la Grande-Bretagne a cru qu'il était nécessaire, pour défendre ses intérêts et remplir les obligations qu'elle a contractées par des traités conclus avec d'autres pays, de déclarer la guerre à l'Allemagne; ce qui impliquait une déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie, ainsi qu'à la Turquie et la Bulgarie.

Or, d'après cette déclaration, c'est l'Angleterre qui aurait commencé la guerre; mais je ne puis partager cette opinion. Je suis probablement trop loyal pour prétendre que l'Angleterre est responsable de la présente guerre.

L'histoire seule, lorsqu'elle sera écrite, nous fera connaître la nation qui est responsable du commencement de cette guerre. D'un autre côté, ma qualité de citoyen du Canada et de sujet britannique ne saurait m'empêcher de dire que, si l'Angleterre n'a pas commencé la guerre, elle en est quelque peu responsable, et j'essaierai de le prouver par des citations de documents officiels. Chacun doit dès maintenant assumer sa part de responsabilité, et, plus tard, nous saurons exactement qui est le plus coupable, ou le plus responsable. Ainsi, bien que je ne puisse partager l'avis de la "Gazette" de Montréal, qui dit que la présente guerre a été déclarée par l'Angleterre, je soutiens que celle-ci en est quelque peu responsable. En effet, si l'Angleterre n'avait pas perdu son

[L'honorable M. CHOQUETTE.]

temps, durant les derniers jours de juillet 1914, à caqueter quelque peu avec l'Allemagne; si elle avait déclaré immédiatement qu'elle soutiendrait le traité qu'elle avait signé avec la Russie, la France et la Belgique, la guerre n'aurait pas été déclarée. Du moins c'est mon opinion. Si vous ouvrez le livre jaune publié par le gouvernement français, c'est-à-dire, le livre contenant les documents diplomatiques de 1914 "re" guerre européenne—vous trouverez le document n° 92, daté du 29 juillet 1914, provenant de Jules Cambon, ambassadeur français à Berlin, et adressé au ministère des Affaires étrangères de France. Ce document résume la situation comme suit:

Jusqu'à ces tout derniers jours on s'est flatté ici, que l'Angleterre resterait hors du débat, et l'impression produite par son attitude est profonde sur le gouvernement allemand et sur les financiers et hommes d'affaires.

Jules Cambon.
Mon collègue d'Allemagne ayant interrogé sir Edward Grey sur les intentions du gouvernement britannique, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères a répondu qu'il n'avait pas à se prononcer quant à présent.

Sir Edward Grey ne m'a pas caché qu'il trouvait la situation très grave et qu'il gardait peu d'espoir d'une solution pacifique.

Jules Cambon.

Jusqu'à cette date—le 29 juillet 1914—l'Allemagne était sous l'impression que l'Angleterre se tiendrait à l'écart.

L'honorable M. CLORAN: Par suite de l'attitude prise par Curson.

L'honorable M. CHOQUETTE: Et c'est cette attitude de l'Angleterre qui a produit une profonde impression sur le gouvernement allemand, ainsi que sur les financiers et hommes d'affaires. Le même jour, dans la dépêche N° 97, M. Cambon dit: "Mon collègue d'Allemagne ayant interrogé sir Edward Grey sur les intentions du gouvernement britannique, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères a répondu qu'il n'avait pas à se prononcer quant à présent"—bien qu'il ajoutât qu'il "trouvait la situation très grave".

Ces paroles furent prononcées quelques jours avant la déclaration de guerre. C'est ce qui m'autorise à prétendre que, bien que l'Angleterre n'ait pas commencé la guerre, elle aurait pu l'empêcher en répondant fermement et carrément qu'elle devait appuyer la Belgique et la France si elles étaient attaquées. J'espère que l'histoire, lorsqu'elle sera écrite, établira que, si l'Angleterre avait formellement déclaré qu'elle soutiendrait le traité existant et qu'elle s'opposerait à l'invasion de la Belgique, nous n'aurions pas eu de guerre. Je veux